

Melun

Session : 1^{ère} session 2018-19
Année d'étude : Première année de Licence Droit parcours classique et réussite
Discipline : **Problèmes économiques contemporains**
Titulaire du cours : Mme Geneviève Grangeas
Documents autorisés : aucun

Calculatrices permises : modèles de base (non programmables et sans mémoire alphanumérique)

REMARQUES

A lire avant de commencer

L'exercice fourni consiste à lire les propositions suivantes, à retenir celles qui sont justes et à cocher la case correspondante dans la grille de réponses.

L'étudiant remarquera que l'énoncé des questions n'obéit à aucun ordre particulier. Il lui est conseillé de répondre le plus rapidement possible à celles qui lui paraissent simples. On notera que les propositions faites dans le cadre d'une question donnée peuvent comporter plusieurs réponses justes.

*On signale par ailleurs que **le barème peut comporter des points négatifs.***

QUESTIONS

1 - On définit la population active comme étant composée de l'ensemble des personnes

- | | |
|---|---|
| a/ en âge de travailler | d/ en âge de travailler et disposant d'un emploi ou non |
| b/ en âge de travailler et disposant d'un emploi | e/ en âge de travailler et salariées |
| c/ en âge de travailler et disposant d'un emploi ou en recherchant un | f/ en âge de travailler, salariées et à leur compte |

2 - En France, les statistiques permettant de calculer le taux de chômage émanent de la source ou des sources suivante(s)

- | | | |
|--------------------------------|------------------|--------------------------|
| a/ l'enquête Emploi de l'Insee | c/ Pôle Emploi | e/ les entreprises |
| b/ le BIT | d/ les syndicats | f/ les partis politiques |

3 - En 2017, le taux de chômage calculé pour la France se situe

- | | |
|-------------------------------|---|
| a/ au-dessus de 10% | d/ au niveau moyen de l'UE |
| b/ au-dessous de 10% | e/ au niveau moyen de l'OCDE |
| c/ au-dessus de celui de 2016 | f/ au même niveau depuis plusieurs années |

4 - En 2017 en France, le taux de chômage est plus faible pour

- | | |
|---|---|
| a/ les femmes que pour les hommes | d/ les détenteurs d'un diplôme équivalant au moins au baccalauréat que les autres s'ils sont sortis depuis au moins 11 ans de leur formation initiale |
| b/ les détenteurs d'un diplôme équivalant au moins au baccalauréat que les autres | e/ les ouvriers que les employés |
| c/ les employés que les agriculteurs exploitants | f/ les 25-49 ans que les autres tranches d'âge |

5 - Le sous-emploi comprend

- a/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui travaillent à temps partiel
- b/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui travaillent à temps partiel ou à temps complet
- c/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui travaillent à temps partiel, souhaitent travailler davantage et sont disponibles pour le faire
- d/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui ont involontairement travaillé moins que d'habitude
- e/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui ont volontairement travaillé moins que d'habitude
- f/ les personnes actives occupées au sens du BIT qui ont travaillé moins que d'habitude

6 - Le calcul rapportant le nombre d'individus ayant un emploi au nombre total d'individus d'une zone géographique fournit pour cette zone le taux

- a/ de chômage
- b/ d'emploi
- c/ d'activité
- d/ d'inactivité
- e/ de sous-emploi
- f/ de croissance

7 - Le calcul rapportant la somme des personnes ayant un emploi et des chômeurs à la population totale fournit le taux

- a/ de chômage
- b/ d'emploi
- c/ d'activité
- d/ d'inactivité
- e/ de sous-emploi
- f/ de croissance

8 - En France en 2016, le chômage de longue durée et le chômage de très longue durée représentent respectivement

- a/ approximativement 10% du chômage dans les deux cas
- b/ un peu plus de 10% du chômage dans les deux cas
- c/ un peu plus et un peu moins de la moitié du chômage
- d/ presque la moitié et un peu plus du dixième du chômage
- e/ un peu plus et un peu moins du quart du chômage
- f/ presque la moitié et un peu plus du quart du chômage

9 - Les économistes appellent offre de travail ce qui correspond à

- a/ l'offre d'emplois
- b/ la demande d'emploi
- c/ la quantité de travail que les salariés sont prêts à offrir contre la rémunération proposée
- d/ le nombre de chômeurs
- e/ la quantité de travail recherchée par les entreprises
- f/ le nombre de salariés et de chômeurs

10- L'existence d'un système d'assurance-chômage est considérée par certains analystes comme

- a/ opérant un blocage des mécanismes sociaux
- b/ constituant une incitation à refuser des emplois insuffisamment rémunérés
- c/ constituant une incitation à accepter des emplois insuffisamment rémunérés
- d/ constituant une incitation à accepter des emplois suffisamment rémunérés
- e/ permettant le fonctionnement des mécanismes concurrentiels
- f/ opérant un blocage des mécanismes concurrentiels

11- On peut parler de résurgence du luddisme au sujet

- a/ du mouvement des gilets jaunes en France
- b/ des mises en garde quant à l'usage généralisé des tablettes et smartphones
- c/ du développement des plateformes numériques
- d/ de l'important développement de nouveaux métiers
- e/ des craintes sur l'emploi liées aux des robots
- f/ des procédure d'embauche fondées sur ce que l'on appelle les "jeux sérieux"

12- Fait ou font partie du revenu disponible d'un ménage comportant des parents et des enfants le ou les élément(s) suivant(s)

- a/ le ou les salaire(s) d'un ou plusieurs des membres de la famille
- b/ les dividendes perçus par l'un ou l'autre des membres de la famille
- c/ les allocations familiales perçues
- d/ les impôts versés
- e/ la consommation finale
- f/ les sommes versées mensuellement au titre de l'achat du logement familial, qui permettent de constituer un patrimoine

13- Un ménage au sens statistique du terme désigne

- a/ les membres d'une même famille
- b/ ce qu'on appelle aussi les agents, acteurs de la vie économique
- c/ les occupants d'un même logement
- d/ les occupants d'un même logement si les personnes sont unies par des liens de parenté
- e/ éventuellement une seule personne
- f/ les foyers fiscaux

14- En France, l'ensemble des ménages comporte actuellement

- a/ approximativement un tiers de personnes seules
- b/ plus de personnes seules que de ménages plusieurs personnes
- c/ plus de personnes seules que de ménages de deux personnes
- d/ approximativement un tiers de ménages de deux personnes
- e/ approximativement un tiers de ménages de trois personnes ou plus
- f/ un pourcentage de personnes seules supérieur d'approximativement 50% à ce qu'il était il y a 60 ans

15- En statistique, on parle de quintiles au sujet de la division d'une population en tranches

- a/ énoncées en %
- b/ de 5%
- c/ de 10%
- d/ de 15%
- e/ de 20%
- f/ de 50%

16- L'approche relative définit le seuil de pauvreté monétaire

- a/ à partir du coût d'un panier de biens et de services considérés comme indispensables
- b/ comme une proportion variable du niveau de vie médian des habitants d'un pays
- c/ comme une proportion fixe du niveau de vie médian des habitants d'un pays
- d/ à partir de la possibilité d'accéder à la satisfaction de certains besoins de base
- e/ à 50% du niveau de vie médian des habitants du pays en UE
- f/ à 60% du niveau de vie médian des habitants du pays en UE

17- D'après l'un des documents joints en annexe, en France en 2016, le seuil de pauvreté monétaire défini par l'UE s'établit, en euros constants, à

- a/ 8 208
- b/ 10 260
- c/ 12 312
- d/ 14 364
- e/ 16 220
- f/ 20 520

18- D'après l'un des documents joints en annexe, en France en 2016, on peut dire que

- a/ 10% des individus ont un niveau de vie inférieur à 11 040 euros
- b/ 10% des individus ont un niveau de vie supérieur à 11 040 euros
- c/ 90% des individus ont un niveau de vie inférieur à 37 570
- d/ 90% des individus ont un niveau de vie supérieur à 37 570
- e/ pour moitié, les individus ont un niveau de vie supérieur à 20 520 euros
- f/ le rapport interdéciles D9/D1 s'établit à 3,4

19- Le point de vue selon lequel des inégalités trop fortes nuisent à la croissance repose sur

- a/ l'idée qu'elles sont une entrave à l'accumulation du capital humain
- b/ l'idée qu'elles favorisent l'accumulation du capital humain
- c/ des travaux indiquant l'existence d'un lien négatif et significatif entre inégalités et croissance
- d/ des travaux indiquant l'existence d'un lien positif et significatif entre inégalités et croissance
- e/ une analyse éthique de la croissance
- f/ des éléments purement subjectifs

20- Des travaux de recherche ont mis en cause la distribution de certaines allocations, comme par exemple l'aide au logement, sur la base de l'argument que cette mesure

- a/ coûte cher au contribuable
- b/ crée une catégorie de population assistée
- c/ est discriminante, voire stigmatisante
- d/ est inutile : la part du budget allouée au logement est importante quoi qu'il en soit
- e/ a des effets pervers : il apparaît que le montant de l'APL fait augmenter les loyers d'autant
- f/ a des effets pervers et ne bénéficie finalement pas à la catégorie visée

21- En 2017, pour la France, l'IDH est égal à 0,901 et l'IDHI à 0,808. Commentaire(s) :

- a/ ces deux informations sont contradictoires
- b/ en France, les inégalités sont à l'origine d'une perte de développement humain potentiel de 11,5%
- c/ en France, les inégalités sont à l'origine d'une perte de développement humain potentiel de 10,3%
- d/ l'indicateur à prendre en compte est la moyenne des deux, 0,845
- e/ en France, l'inflation est à l'origine d'une perte de développement humain potentiel de 11,5%
- f/ en France, l'inflation est à l'origine d'une perte de développement humain potentiel de 10,3%

22- Un prélèvement est redistributif

- a/ s'il est progressif
- b/ s'il est régressif
- c/ le montant des taxes payées augmente proportionnellement au revenu sur lequel il est prélevé
- d/ le montant des taxes payées augmente moins que proportionnellement au revenu sur lequel il est prélevé
- e/ le montant des taxes payées augmente plus que proportionnellement au revenu sur lequel il est prélevé
- f/ s'il porte sur le revenu des agents, pas sur les prix

23- L'expression croissance zéro a pour sens

- a/ la décroissance
- b/ l'arrêt de la croissance
- c/ la croissance raisonnable
- d/ la croissance raisonnée
- e/ l'état stationnaire
- f/ l'existence de fluctuations

24- Parmi les données chiffrées utilisées par les économistes, on appelle agrégat, par exemple,

- a/ le PIB
- b/ le taux de croissance
- c/ l'espérance de vie
- d/ l'IDH
- e/ l'IDHI
- f/ le taux d'investissement

25- L'IDH est

- a/ un agrégat
- b/ un indice composite
- c/ un indice de satisfaction
- d/ un substitut du PIB
- e/ l'agrégat mis au point par A. Sen
- f/ l'indicateur phare de l'OCDE

26- La diminution durable du taux de croissance du PIB en volume sur les dernières années a donné naissance

- a/ au courant de pensée prêchant la décroissance
- b/ à l'analyse de la stagnation séculaire
- c/ aux analyses de type état stationnaire
- d/ aux analyses d'experts connues sous l'expression croissance zéro
- e/ à la crainte d'un ralentissement durable de la croissance
- f/ aux analyses des cycles

27- La directive sur ressources propres constitue

- a/ la règle contraignant le budget des collectivités territoriales à l'équilibre
- b/ la règle contraignant le budget des administrations publiques à l'équilibre
- c/ le cadre réglementaire définissant l'élaboration du budget de l'Etat des pays de l'UE
- d/ la règle contraignant le budget de l'Etat européen
- e/ le cadre réglementaire définissant l'élaboration du budget des administrations publiques des pays de l'UE
- f/ le cadre réglementaire définissant le calcul du RNB au sein de l'UE

28- On parle de soutenabilité de la croissance si la croissance est

- a/ suffisante pour les générations actuelles et à venir
- b/ capable de répondre aux besoins de la génération actuelle sans compromettre la capacité des générations futures à assurer les leurs
- c/ capable de répondre aux besoins des générations futures sans compromettre la capacité des générations actuelles à assurer les leurs
- d/ calculée de telle sorte qu'elle assure la capacité des générations futures à assurer leurs besoins
- e/ calculée de telle sorte qu'elle assure la capacité des générations actuelles à assurer leurs besoins et à élever les générations futures
- f/ à taux décroissant de plus en plus faible de sorte qu'on évolue vers l'état stationnaire

29- La reprise de la croissance

- a/ ne s'accompagne pas toujours d'une diminution du taux de chômage
- b/ fait obligatoirement diminuer le taux de chômage
- c/ peut faire augmenter l'emploi sans faire baisser le chômage
- d/ n'est en rien une solution en ce qui concerne la question de l'emploi
- e/ n'est en rien une solution en ce qui concerne les finances publiques
- f/ fait obligatoirement diminuer le taux de chômage du fait des gains de productivité engendrés

30- Le rapport Meadows, intitulé "Halte à la croissance", publié en 1972, posait déjà le problème de la soutenabilité de la croissance, sur la base de l'argument

- a/ du changement climatique
- b/ de l'importance de la dette publique
- c/ des ressources naturelles, existant en quantité finie
- d/ de l'emploi
- e/ du prix du pétrole
- f/ de la disparition de certaines espèces

31- En 2017, le ratio déficit public / PIB s'élève à

- a/ 1,5%
- b/ 1,8%
- c/ 2,0%
- d/ 2,4%
- e/ 2,5%
- f/ 2,7%

32- Un Etat déborde de ses missions régaliennes s'il prend en charge

- a/ la défense du pays
- b/ l'équité sociale
- c/ la justice
- d/ la sécurité intérieure
- e/ la stabilisation économique
- f/ la santé et l'enseignement

33- Fait ou font partie de l'arsenal des barrières douanières

- | | | |
|------------------------------|-----------------------------|----------------------------------|
| a/ les taxes à l'importation | c/ les quotas d'importation | e/ d'éventuelles réglementations |
| b/ les taxes à l'exportation | d/ les quotas d'exportation | f/ les normes sur les produits |

34- En France, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume a été, durant les Trente Glorieuses, approximativement de

- | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| a/ 1% | b/ 2% | c/ 3% | d/ 4% | e/ 5% | f/ 6% |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|

35- En France, le taux de croissance annuel moyen du PIB en volume des 40 dernières années est, approximativement, de

- | | | | | | |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| a/ 1% | b/ 2% | c/ 3% | d/ 4% | e/ 5% | f/ 6% |
|-------|-------|-------|-------|-------|-------|

36- Quand on veut évaluer l'évolution des quantités produites, on doit disposer de données de type

- | | |
|------------------------|--|
| a/ PIB en valeur | d/ PIB à prix constants |
| b/ PIB en volume | e/ PIB en valeur et indice de prix |
| c/ PIB à prix courants | f/ PIB à prix courants et indice de prix |

37- Le graphique fourni en annexe et utilisant les résultats de l'enquête PIAAC (programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes)

- | | |
|---|---|
| a/ montre que formation et emploi n'ont rien à voir | e/ met en évidence l'éventualité d'une relation décroissante entre le niveau de formation des adultes et celui du chômage |
| b/ donne à penser que le niveau d'emploi d'un pays pourrait dépendre du niveau de formation de sa main d'œuvre | f/ met en évidence l'éventualité d'une relation croissante entre le niveau de formation des adultes et celui de l'emploi |
| c/ montre que le niveau de formation des adultes et le niveau de chômage diffèrent d'un pays à l'autre | |
| d/ met en évidence l'éventualité d'une relation croissante entre le niveau de formation des adultes et celui du chômage | |

38- L'Insee fournit pour le PIB par tête à prix courants en base 2014 les valeurs suivantes : 33 332 en 2016 et 34 151 en 2017. Le taux de croissance de 2017 est donc (arrondi au plus proche)

- | | | | | | |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| a/ 1,5% | b/ 1,8% | c/ 2,0% | d/ 2,4% | e/ 2,5% | f/ 2,7% |
|---------|---------|---------|---------|---------|---------|

39- Un taux de croissance de 1,8% signifie qu'une valeur de 1000 au départ vaut ensuite

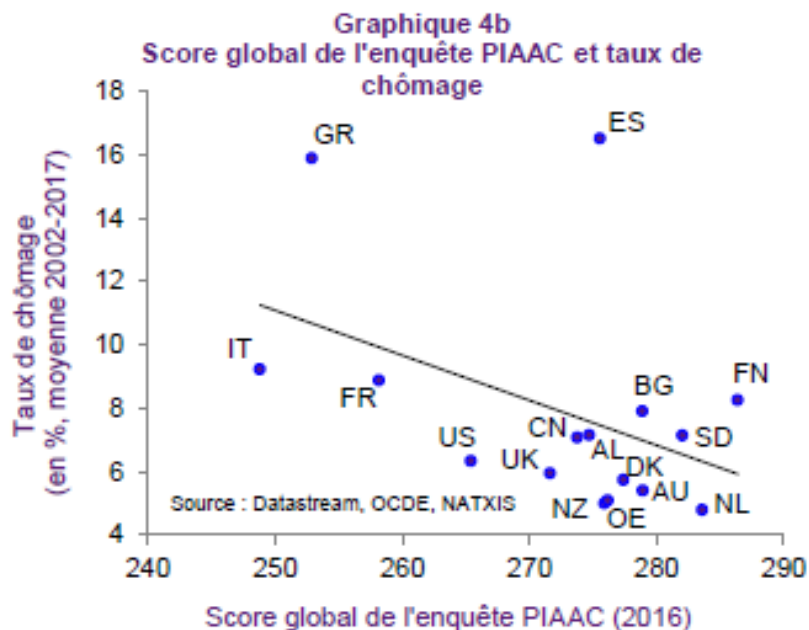
- | | | | | | |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| a/ 1000,02 | b/ 1000,18 | c/ 1001,80 | d/ 1018,00 | e/ 1180,00 | f/ 1800,00 |
|------------|------------|------------|------------|------------|------------|

40- En 2017 en France, le PIB est de 2 292 milliards d'euros, les exportations de 708, les importations de 733. On en conclut que le taux de couverture est

- | | | | | | |
|---------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| a/ 1,1% | b/ 30,9% | c/ 32,0% | d/ 62,9% | e/ 96,6% | f/ 103,6% |
|---------|----------|----------|----------|----------|-----------|

- : - : - : - : -

Annexe



PIAAC : Programme for the International Assessment of Adult Competencies
Source : Natixis, Flash Economie, mai 2018

Distribution des niveaux de vie

en euros 2016 constants

Décile de niveau de vie	2016
1er décile	11 040
2e décile	13 900
3e décile	16 220
4e décile	18 360
5e décile	20 520
6e décile	22 880
7e décile	25 780
8e décile	29 850
9e décile	37 570

Source : Insee